

L'ENQUÊTE

LES FRAPPÉS

DE LA MONNAIE LOCALE

Claire Cousin

L'argent peut-il faire le bonheur... social ?
Le palmas brésilien, le chiengauer allemand ou l'abeille française
encouragent l'achat local et interdisent la spéculation.

POUR RÉGLER L'ADDITION du dîner pris l'autre soir avec sa femme au restaurant L'Intermezzo, Hervé Ricard a tiré de son portefeuille des « abeilles ». Avec cette monnaie locale, les habitants de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) peuvent désormais payer le coiffeur, le boulanger ou la vendeuse de chaussures. Une première en France. Au sein de son entreprise villeneuvoise, la coopérative Ceribio, Hervé Ricard accepte bien sûr les abeilles de ses clients qui représentent aujourd'hui entre 10 % et 15 % de son chiffre d'affaires. Et, en guise de chèques cadeaux, ses sept employés recevront en fin d'année une enveloppe... d'abeilles.

Convertible en euros, cette monnaie complémentaire s'aligne sur la valeur de la devise nationale : 1 abeille vaut 1 euro. Pour s'en procurer, il suffit d'échanger ses banales coupures européennes contre des bouts de papier ornés de reproductions d'œuvres de Jean-Claude Maurel, un peintre de la région.

L'initiative, lancée par l'association Agir pour le vivant, vise à favoriser les circuits courts et à redynamiser l'économie locale, en perte de vitesse. Mais pas seulement. « Il s'agit de redonner du sens à nos échanges. Les entreprises partenaires signent une charte qui les engage à privilégier les matières premières locales et à polluer le moins possible »,

explique Patrick Figeac, coprésident d'Agir pour le vivant. Signe de cet engagement écologique : l'association animera un stand au contre-sommet de Cancon (Lot-et-Garonne), qui se tient les 3 et 4 décembre en réponse à la conférence sur le climat organisée par l'ONU à Cancun, au Mexique, du 29 novembre au 10 décembre. Une occasion de plus d'expliquer les principes d'une démarche qui se « répand comme une traînée de poudre », selon Françoise Lenoble, l'autre pilier d'Agir pour le vivant. Nantes, Annemasse, Châteauroux, Paris : sollicitée de toutes parts, cette ancienne enseignante sillonne la France depuis la création de l'abeille, en janvier.

Début 2011, d'autres monnaies locales devraient naître dans la Drôme, en Ardèche et du côté d'Angers. Les fondateurs de l'abeille ne boudent pas leur plaisir : entre janvier et septembre, les entreprises partenaires sont passées de 19 à 44 et le nombre de billets en circulation a été multiplié par cinq. Dérisoire ? En Bavière, le chiengauer, une monnaie locale mise en place en 2003 dans la région de Chiemgau, regroupe désormais près de 600 entreprises, plus de 200 associations, et représente un chiffre d'affaires équivalent à près de 4 millions d'euros. Mieux : ces drôles de



En France. 10 abeilles (en haut) valent 10 euros : fin janvier, l'association Agir pour le vivant présentait ses bons d'achat sous la halle de Villeneuve-sur-Lot (à gauche). 44 entreprises locales les acceptent, dont la boulangerie de la rue de Pujols (à droite).

EN CHIFFRES

4000

C'est le nombre de monnaies locales actuellement en cours. Elles sont réparties sur une cinquantaine de pays, notamment en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon, en Italie, au Brésil ou en Afrique du Sud.

1%

C'est la part des échanges régionaux couverte par les monnaies locales, selon Bernard Lietaer (in *Monnaies régionales*, éd. Charles Leopold Mayer, 2008, 240 p., 20 €).

4 millions d'euros

C'est le chiffre d'affaires du chiengauer, monnaie locale mise en place en 2003 dans la région de Chiemgau (Bavière).

pépettes s'inscrivent dans un vaste réseau, le Regio, qui compte en Allemagne une trentaine de monnaies complémentaires. A l'échelle mondiale, on estime qu'il existe environ 4 000 initiatives de ce genre, réparties sur une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis, le Japon, l'Italie, le Brésil ou encore l'Afrique du Sud.

DÉMARCHE SOCIALE

Au départ, le chiengauer est né d'un projet scolaire : un professeur d'économie de Prien am Chiemsee, Christian Gelleri, l'a lancé avec une poignée d'étudiants pour financer la construction

d'un équipement sportif. « Nous imitons la stratégie commerciale des compagnies aériennes ou des stations-service, qui fidélisent leurs clients grâce aux miles et aux bons d'achat permettant ensuite d'acheter un billet d'avion ou de l'essence, explique Christophe Levannier, porte-parole francophone du chiengauer. Sauf que, dans notre cas, la démarche est sociale : on parle toujours des gagnants et des perdants de la mondialisation ; notre objectif est que tous les participants soient gagnants. »

Comme l'abeille, le chiengauer est convertible en euro. Mais surtout, régulièrement, il perd de sa valeur. Cette aberration apparente est le secret du

succès de ces monnaies, dites fondantes. Tous les trois mois, les utilisateurs de chiengauer doivent faire apposer sur leurs billets un timbre prouvant qu'ils ont reversé 3 % de leur valeur à un fonds commun. Pour les abeilles, ce taux s'élève à 2 % tous les six mois. Le but ? Stimuler la circulation de la monnaie et entraver la thésaurisation. « L'idée est d'empêcher la spéculation et de consacrer l'argent au bien-être de la population », résume Patrick Figeac. En cas de surplus de monnaie locale, même combat : on peut reconvertir ses abeilles en euros, moyennant une commission de 2 %. A terme, le pot commun ainsi

« IL S'AGIT DE REDONNER DU SENS À NOS ÉCHANGES. »

PATRICK FIGEAC, DE L'ASSOCIATION AGIR POUR LE VIVANT

alimenté soutiendra financièrement des projets locaux.

Face aux réactions dubitatives, Christophe Levannier insiste : « Cette dimension fondante sert à rappeler que la monnaie doit être utilisée. » « Finalement, ce n'est pas plus contraignant que les 1,5 % ou 2 % de frais bancaires induits par les cartes de crédit, par exemple », renchérit Hervé Ricard. Pour Christophe Levannier qui, parallèlement à son activité associative, dirige une entreprise de biens d'équipement industriels, le système « crée des liens » et permet d'attirer de nouveaux clients : « J'achète mon pain chez le boulanger du coin qui se fournit en farine chez le meunier d'à côté qui, du coup, s'est mis à venir chez moi pour acheter ses tuyaux. » « Il faut reprendre la main sur la monnaie, renchérit Patrick Figeac, c'est la seule solution pour s'en sortir. »

Le spectre de la crise et la peur de grossir les rangs des recalés de l'économie mondiale planent sans doute sur ces tentatives. Les monnaies locales seraient-elles une invention désespérée pour se prémunir contre le libre-échange ? La dernière lubie d'utopistes surfant sur la peur de la mondialisation ? En fait, d'illustres ancêtres sont à l'origine du chiemgauer et consorts. En 1956, le village de Lignières-en-Berry (Cher) instaura des bons d'achat à usage local pour tenter de redresser son économie déclinante, minée par l'exode rural. Constatant que ces bons subissaient le même sort que les sonnantes et rébuchantes espèces – les habitants en garnissaient leurs bas de laine –, les autorités locales imposèrent une dépréciation de la valeur des bons tous les mois, afin d'encourager leur circulation.

L'expérience de Lignières-en-Berry était calquée sur le modèle de Wörgl, en Autriche. Dans les années 1930, cette bourgade de 4 000 habitants a été frappée de plein fouet par la Grande Dépres-

sion : fort endettement, taux de chômage de plus de 30 %, activité au point mort. En juillet 1932, le maire de Wörgl décida d'éditer des bons de travail, convertibles en schillings, dont la valeur fondait tous les mois. Ces bons, en circulant treize fois plus vite que les schillings officiels, permirent de réduire les dettes publiques et d'éliminer le chômage... jusqu'à ce qu'en novembre 1933 la nouvelle monnaie soit frappée d'interdiction par le pouvoir régional et la banque centrale autrichienne, inquiets de voir leurs prérogatives ainsi grignotées. « Parce que la monnaie, attention, c'est pas-touche !, s'amuse Christophe Levannier. On en a fait un truc presque religieux. »

LE CONTRÔLE DE L'ARGENT

Car au-delà d'une réponse ponctuelle à un contexte de crise, l'émergence de ces monnaies locales pose la délicate question du contrôle de l'argent. « La crise monétaire internationale a certes renforcé un mouvement de fond, analyse le philosophe Patrick Viveret. Mais c'est surtout un pas supplémentaire vers une réappropriation démocratique de la monnaie, un bien public par essence, dont la confiscation par le secteur commercial privé a eu des effets délétères. La privatisation du pouvoir de création monétaire est l'une des victoires de la révolution conservatrice aux Etats-Unis et de l'hypercapitalisme. Par ailleurs, on oublie souvent que la Fed, la Réserve fédérale américaine, n'est qu'un consortium de banques privées. A travers ces monnaies sociales, on rouvre un débat qui n'existait plus. »

Ancien conseiller référendaire à la Cour des comptes, Patrick Viveret a

participé à la création du sol, une monnaie complémentaire à paiement électronique soutenue par l'Union européenne et expérimentée en France, avec plus ou moins de succès. Auteur notamment de *Reconsidérer la richesse* (éd. de l'Aube, 2003) et coauteur de *Pour un nouvel imaginaire politique* (Fayard, 2006), cet essayiste proche des mouvements altermondialistes estime qu'« on pourrait très bien se retrouver dans une situation de crise des monnaies traditionnelles telle qu'il nous faudrait avancer sans elles. Mais la question est tellement taboue qu'il faut progresser pas à pas ». Figure emblématique de ce bouillonnant chaudron d'idées, Bernard Lietaer est devenu l'un de ses théoriciens les plus actifs après avoir occupé un poste de haut fonctionnaire à... la banque centrale de Belgique, au moment du passage à l'euro. Aujourd'hui, il dénonce des transactions financières dont seulement 2,7 % sont consacrées à l'économie réelle, réduite à servir de pompe aspirante vers l'économie spéculative.

Chez les économistes d'obédience plus... classique, cette position suscite scepticisme et méfiance. Auteur de *Revenir au capitalisme. Pour éviter les crises* (Odile Jacob, 2010), Pascal Salin admet sans peine ses « réserves » face à ce « protectionnisme local » voué à « diminuer le pouvoir d'achat, puisqu'il s'agit de favoriser les petits commerçants et donc d'acheter plus cher ». « Si tout le monde s'y mettait, le réseau d'échanges existant serait détruit et on s'enfermerait dans la crise », argue-t-il. Pour cet économiste libéral pur jus, « ce retour au troc pêche par son inefficacité » dans la mesure où il est condamné à se limiter à « un cercle



En Allemagne. Sur un marché paysan à Aschau im Chiemgau (Bavière), en juin 2009. Un terminal permet de changer des euros en chiemgauer, monnaie locale qu'acceptent 600 prestataires de biens et services.

restreint de militants prêts à se sacrifier » pour la cause et forcément suspectés d'essayer « de se soustraire à la fiscalité ».

Pas d'euro, pas d'impôt, en quelque sorte. Leur convertibilité en monnaie nationale sert pourtant aussi à déclarer les abeilles ou les chiemgauer dans leur équivalent officiel. Mais l'argument ne convainc pas davantage Pascal Salin : « In fine, ces devises échangeables ne répondent pas du tout au souci de régler le problème des monnaies existantes dont il faudrait limiter la capacité d'émission pour juguler l'inflation. » Car s'il y a un point (et c'est le seul) sur lequel cet apôtre de la libre concurrence rejoint ses adversaires postés à l'autre bout du curseur idéologique, c'est la contestation du « monopole des Etats et des institutions monétaires sur le droit de frapper la monnaie ». Un monopole relativement récent, rappelle Pascal Salin, qui se dit prêt à réhabiliter la libre concurrence monétaire à l'instar de celle qui prévalait encore au XVIII^e siècle en France, quand n'importe quelle banque pouvait émettre sa propre monnaie.

En attendant la transformation radicale de la société prônée par les uns ou, au contraire, l'aboutissement ultime de la logique capitaliste souhaitée par les autres, les monnaies locales s'in-

crivent petit à petit dans le paysage. « Le cas de Lignières-en-Berry ou celui de Wörgl sont devenus des sortes de mythes, analyse Jérôme Blanc, maître de conférences à Lyon-II. Mais ces exemples ont en fait concerné un très petit nombre de personnes sur de courtes durées. La vague contemporaine est bien plus forte, puissante et durable. Et elle prend des formes très diverses, du SEL local en France avec trente personnes au vir, en Suisse, utilisé par près de 80 000 PME. »

EXTENSION PLANÉTAIRE

Autres exemples : aux Etats-Unis, l'Ithaca hour, dans l'Etat de New York, permet d'échanger une heure de temps de service contre 10 dollars ; le Furei Kippu, au Japon, un système d'aide intergénérationnelle, octroie des crédits contre une assistance portée aux seniors. « L'extension presque planétaire » de cette vague, selon Jérôme Blanc, bénéficie « d'énormes connexions entre réseaux grâce à Internet ». Et si ces formes de résistance ne se sont pas encore attiré les foudres du « grand capital », c'est d'abord parce que leur poids reste, pour l'instant, dérisoire. « La Bundesbank, un peu inquiète, avait commandé un rapport sur le sujet, raconte le chercheur spécialisé en questions

monétaires. La conclusion, c'est que le rôle de ces monnaies alternatives restait marginal. » Au Brésil, les autorités publiques se montrent mieux disposées. Le ministère en charge de l'économie solidaire a accordé son soutien à Banco Palmas, structure créée en 1998 par les habitants d'une favela de Fortaleza et qui alloue notamment des microcrédits dans la monnaie locale, le palmas.

Le succès de ces expériences s'explique en partie par le fait que « l'idée de transformer l'économie pour transformer la société s'est beaucoup diffusée depuis les années 1980 ». Mais il ne faut pas y voir « une volonté de prendre le pouvoir », tempère Jérôme Blanc. « Inspirée du socialisme associationniste de Proudhon, et foncièrement antimarxiste », cette effervescence est généralement portée par « des classes moyennes qui ne cherchent pas à concurrencer l'euro mais à développer des actions parallèles, rattachées à des valeurs ».

Christophe Levannier ne dit pas autre chose : « L'euro, c'est pratique et je ne suis pas contre. Mais je n'ai pas d'influence dessus. Je ne veux pas travailler seulement pour le profit, l'argent n'est qu'un outil. Avec le chiemgauer, c'est moi qui décide à qui je donne mes sous. C'est une question de lien et de confiance, aussi. » Le terme de confiance revient en boucle dans les discours. « La clé de tout système monétaire, c'est la confiance, confirme Patrick Viveret. Si les utilisateurs de monnaies sociales réintroduisent des comportements de captation et de défiance, le pari est perdu. » Un échec est d'ailleurs inscrit dans les annales : au moment de la crise argentine de 2001-2002, face à la banqueroute du peso, des millions de personnes se sont rués sur le trueque, une monnaie locale qui existait depuis 1995, provoquant sa déstabilisation. Le système n'était pas préparé à cet afflux et l'introduction de faux billets a précipité la chute d'un dispositif fondé sur la confiance partagée. Alors, Christophe Levannier se réjouit de n'avoir pas « grossi trop vite ». Et encore aujourd'hui, il « adore payer en chiemgauer : en face, ça provoque toujours un sourire, une question ou une grimace, bref, une réaction ». Un échange, en somme. ■

Trois façons de se passer de monnaie

LES LETS ET LES SEL
Il s'agit d'un système de crédit mutuel : les membres d'une association échangeront

des biens ou des services. Les LETS (Local exchange and trading system), nés au Canada au début des années 1980, sont devenus en France les SEL (Système d'échange local).

LES BANQUES DE TEMPS
Les services ou savoirs échangés sont valorisés en unités de temps – Time dollar aux Etats-Unis, Banca del Tempo en Italie. **LES MONNAIES LOCALES**
L'abeille à

Villeneuve-sur-Lot, le chiemgauer dans la région de Chiemgau sont des billets émis par des associations, convertibles en devise officielle. Ces monnaies permettent les échanges de biens et de services.